PROCES-VERBAL

Réunion du Comité syndical du 29 mars 2024

Etaient présents les représentants des établissements publics de coopération intercommunale et des communes suivantes :

– **Pays de Gex Agglomération**

M. Denis LINGLIN – M. Vincent SCATTOLIN – M. Daniel RAPHOZ - M. Patrice DUNAND – Mme Christine DUPENLOUP - Mme Annick GROSROYAT – M. Hubert BERTRAND

– **Thonon Agglomération**

Mme Marie-Pierre BERTHIER - Mme Chrystelle BEURRIER – M. François DEVILLE - Mme Claire CHUINARD donne pouvoir à M. François DEVILLE – M. Claude MANILLIER – M. Christophe SONGEON donne pouvoir à Mme Marie-pierre BERTHIER - M. Jean-Claude TERRIER donne pouvoir à Mme Chrystelle BEURRIER

– **Annemasse Agglomération**

M. Bernard BOCCARD – M. Gabriel DOUBLET – M. Christian DUPESSEY – M. Denis MAIRE – Mme Pauline PLAGNAT-CANTOREGGI - M. Christian AEBISCHER, suppléant de M. Jean-Luc SOULAT - M. Yves CHEMINAL

– **Communauté de communes du Genevois**

M. Pierre-Jean CRASTES – M. Julien BOUCHET – M. Marc MENEGHETTI suppléant de M. Florent BENOIT - Mme Carole VINCENT donne pouvoir à M. Pierre-jean CRASTES

– **Communauté de Communes du Pays Rochois**

M. Claude THABUIS – M. Pierrick DUCIMETIERE donne pouvoir à M. Claude THABUIS

– **Communauté de communes Faucigny Glières**

M. Stéphane VALLI

– **Communauté de communes du Pays Bellegardien**

Mme Catherine BRUN – M Benjamin VIBERT–

- **Communauté de communes Arve et Salève**

Mme Nadine PERINET - M. Sébastien JAVOGUES

Excusés :

M. Cyril DEMOLIS – Aurélie CHARILLON– Isabelle HENNIQUAU - M. Max GIRIAT – M Christophe ARMINJON - M. Patrick ANTOINE - M. Alain LETESSIER - M. Pierrick DUCIMETIERE - M. Eddi ETIENNE – M. Régis PETIT - M. Philippe MONET – M Yves MASSAROTTI

ORDRE DU JOUR

I. ADMINISTRATION GENERALE, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	3
POINT N°1 – DESIGNATION D’UN SECRETAIRE DE SEANCE.....	3
POINT N°2 – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 22 DECEMBRE 2023	3
POINT N°3 – INFORMATION SUR LES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU ET LES DECISIONS DU PRÉSIDENT	3
POINT N°4 – APPROBATION DU PROJET DE DÉLIBERATION SE PRONONCANT SUR LES NOUVEAUX STATUTS DU PÔLE MÉTROPOLITAIN DU GENEVOIS FRANÇAIS ET PERMETTANT LE TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE SCOT POUR LES EPCI QUI LE SOUHAITENT	3
II. MOBILITE.....	8
POINT N°1 – APPROBATION DU PROJET DE NOUVELLE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L’ATMB ET BLABLACAR DAILY POUR L’INCITATION FINANCIERE AU COVOITURAGE.....	8
POINT N°2 - PRESENTATION DE L’OFFRE COVOIT’PRO : NOUVEAU SERVICE	11
POINT N°3 - APPROBATION DU RENOUELEMENT DE L’ADHESION A L’ASSOCIATION AGIR ET DE LA CONTRIBUTION 2024.....	12
POINT N°4 - RAPPORT DE MONSIEUR CHRISTIAN AEBISCHER, REPRESENTANT DU POLE METROPOLITAIN AU CONSEIL D’ADMINISTRATION DES TRANSPORTS PUBLICS GENEVOIS (TPG).....	13
IV. GRAND GENEVE ET ACTUALITE TRANSFRONTALIERE	14
POINT N°1 – RETOUR SUR LA REUNION DE L’INSTANCE POLITIQUE DE COOPERATION (IPC) DU COMITE REGIONAL FRANCO GENEVOIS (CRFG) DU 26 MARS	14
V. DIVERS	15
POINT N°1 - AGENDA : CALENDRIER DES REUNIONS DU COMITE SYNDICAL DU POLE METROPOLITAIN	15

I. ADMINISTRATION GENERALE, AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

POINT N°1 – DESIGNATION D'UN SECRETAIRE DE SEANCE

Monsieur le Président désigne le secrétaire de séance Vincent SCATTOLIN

POINT N°2 – APPROBATION DU COMPTE-RENDU DE LA REUNION DU COMITE SYNDICAL DU 22 DECEMBRE 2023

Le compte-rendu de la réunion du 22 décembre 2024 est adopté à l'unanimité

POINT N°3 – INFORMATION SUR LES DÉLIBÉRATIONS DU BUREAU ET LES DECISIONS DU PRÉSIDENT

Monsieur le Président revient sur les points abordés lors de la réunion du Bureau du 16 février 2024 et du 15 mars 2024 (ordres du jour joints au présent document). Il présente la liste des délibérations adoptées par le Bureau.

Délibérations du Bureau du 16 février 2024 :

- **Délibération n° BU2024-01** : Approbation et autorisation d'adhésion a la convention de groupement de commande relatif à la réalisation d'une enquête consommation a l'échelle du grand Genève
- **Délibération n° BU2024-02** : Avis du Pôle métropolitain sur le plan d'actions mobilité 2024-2028 du canton de Genève
- **Délibération n° BU2024-03** : Avis du pôle métropolitain sur la stratégie régionale de gestion des zones d'activité (SRGZA) du district de Nyon
- **Délibération n° BU2024-04** : Fonds vert 2024 : autorisation de dépôt de candidature et de sollicitation de subvention

POINT N°4 – APPROBATION DU PROJET DE DÉLIBÉRATION SE PRONONCANT SUR LES NOUVEAUX STATUTS DU PÔLE MÉTROPOLITAIN DU GENEVOIS FRANÇAIS ET PERMETTANT LE TRANSFERT DE LA COMPÉTENCE SCOT POUR LES EPCI QUI LE SOUHAITENT

Christian DUPESSEY indique aux délégués du Comité syndical le changement de titre du Projet de délibération. Il s'agit d'un moment crucial concernant les nouveaux statuts du Pôle métropolitain du Genevois français visant à donner aux Etablissements Publics de Coopération Intercommunale (EPCI) qui le souhaitent de transférer la compétence SCOT au Pôle métropolitain du Genevois français. Le Comité syndical de ce jour est amené à se prononcer non pas sur l'adoption formelle du projet de modifications statutaires mais sur une délibération qui va donner une orientation, un mandat à l'Exécutif pour finaliser les nouveaux statuts. Cette évolution fait suite à une réunion ce jour avec Messieurs les Présidents des EPCI membres du Pôle métropolitain et Mesdames et Messieurs les membres du Bureau. L'adoption formelle de la modification statutaire sera donc soumise au Comité syndical du 26 avril prochain. L'objectif reste une modification statutaire opérationnelle au 1^{er} juillet 2024 pour le SCOT.

Ce délai complémentaire pour le Comité syndical vise à s'accorder sur la question de la compétence mobilité et sur l'organisation à mettre en place. La loi d'Orientation pour les Mobilités (LOM) stipule que la compétence ne peut pas être divisée- c'est la non-sécabilité- et il est nécessaire de se prononcer sur la question de la mobilité.

Il est crucial de prendre une décision concernant les deux options : soit la création d'une carte AOM, c'est-à-dire une compétence optionnelle au sein du Pôle métropolitain, ce qui nécessite la réunion d'au moins deux AOM membre du Pôle métropolitain en une seule entité, soit la création d'un syndicat mixte SRU (Solidarité et Renouvellement Urbain) adossé au Pôle métropolitain. Toutes ces possibilités demandent une réflexion approfondie.

Les élus de la CC du Genevois doivent prendre une décision le 8 avril pour déterminer si elle reste dans l'option du syndicat SRU ou si elle est favorable à la constitution d'une carte AOM au sein du Pôle, avec Annemasse Agglo.

Pour rappel Pays de Gex Agglo, Terre Valserhône l'Interco, la CC du Genevois et Annemasse Agglo ont déjà manifesté leur intérêt pour transférer leur compétence SCOT au Pôle métropolitain. La proposition est de travailler aujourd'hui sur les modifications de statuts sur le scot de manière qu'au prochain Comité Syndical une réforme globale avec intégration de la partie mobilité soit proposée.

Vincent SCATTOLIN expose le projet de délibération comme suit. Il rappelle que la mise en place un Scot à l'échelle métropolitaine constitue un des objectifs de la feuille de route du Pôle métropolitain validée en 2021. Les quatre intercommunalités mentionnées dans la délibération (Pays de Gex Agglo, Terre Valserhône l'Interco, la Communauté de communes du Genevois et Annemasse Agglo) regroupent 68 communes et 260 000 habitants, ce qui représente plus de 60 % de la population du Pôle métropolitain du Genevois français. Le périmètre de ce nouveau SCOT présente une taille critique significatif au sein de notre territoire et au plan national. Il permet d'aborder les défis qui pèsent sur notre territoire qui fait partie d'un bassin de vie transfrontalier. La très forte dynamique démographique et urbaine, les fortes inégalités sociales, la pression sur les ressources et espaces naturels, les défis à relever en matière de transition écologique, démographique avec le vieillissement de la population, numérique avec la digitalisation de la société, le développement d'une économie productive tournée vers ces défis sont autant de questions que nous pourrions aborder dans cette nouvelle génération de SCOT.

Des questions concernant la gouvernance et le budget de cette compétence optionnelle SCOT ont été posées. Il a été établi que le budget prévisionnel du Scot s'élève à environ 2,3 millions d'euros pour la période d'élaboration du Scot de 2024 à 2029. Il s'agit d'un budget plafond à 5 ans qui fera l'objet d'un budget annuel. Il intègre des dépenses de prestations externalisées et des ressources humaines. Une cotisation spécifique des EPCI, évaluée à 1,70 € par habitant et par an, a été proposée pour financer l'élaboration et le suivi du Scot tout au long de ces cinq années. Pour les intercommunalités, cela se traduit par des cotisations variant entre 173 000 € pour l'Agglomération du Pays de Gex à 36 000 € pour Terre Valserhône l'Interco.

Christian DUPESSEY a souligné que simultanément, nous travaillerons en collaboration avec les Scot existants dans le cadre du pacte d'aménagement et de la démarche Inter-SCOT avec notamment le SCOT du Chablais et le SCOT Cœur de Faucigny. Ce travail portera sur la réalisation d'études thématiques afin de réunir une fois par an les membres et les non-membres du SCOT, dans le but de partager les bonnes pratiques, des données d'observation, des analyses ou démarches conjointes. Il est également nécessaire de poursuivre la collaboration avec la Communauté de Communes Usse et Rhône sur les travaux de l'interSCOT, en tenant compte des enjeux sur l'ensemble des territoires. Vous le savez, les élus de la CC Usse et Rhône ont finalement décidé de ne pas rejoindre le Pôle métropolitain mais le travail que nous avons initié témoigne de l'importance de partager avec eux une vision de l'aménagement de notre territoire.

Pierre-Jean CRASTES indique qu'en complément de la modification statutaire, les élus de la CC du Genevois accordent une grande importance à deux éléments : le Pacte Aménagement et la question des moyens. En effet, le futur SCOT implique des modifications importantes. Le Pacte Aménagement est élaboré en complément de la feuille de route politique du Pôle métropolitain. Un pacte de gouvernance est également prévu pour la partie SCOT ainsi qu'une délibération de prescription. Dans les 3-4 prochains mois, quand il y aura débats et avis divergents sur les choix à opérer, ces documents de référence seront cruciaux pour évaluer et déterminer les choix, établir les arbitrages au regard des principes directeurs et des fondations de la démarche. Ce qui importe avant tout, c'est le projet et la dynamique qui l'accompagne. Des questions subsistent par ailleurs concernant les cotisations et le calendrier. La question de la maîtrise des coûts est cruciale et il est impératif d'y répondre.

Vincent SCATTOLIN ajoute que ces questions seront abordées lors du prochain séminaire Scot du mois de mai, avec pour objectif de finaliser la délibération de prescription ainsi que les compléments sur les

aspects budgétaires d'ici le mois de mai. L'objectif est que dès que le conseil syndical aura délibéré sur les nouveaux statuts, le document relatif aux objectifs du Scot et aux éléments financiers du Pacte sera transmis à chaque EPCI concerné. Cela permettra à ces EPCI de se positionner sur les statuts et sur le transfert de compétence avant la délibération de prescription prévue en juillet.

Christian DUPESSEY rappelle que les nouveaux statuts devraient être adoptés lors du Comité Syndical du 26 avril, laissant ainsi aux EPCI un délai de 2 mois pour se prononcer, même si le délai légal maximal est de 3 mois. Les résultats de cette consultation seront actés en juillet. Il est important que le pacte reflète une vision commune pour travailler sur ce schéma de cohérence territoriale.

Denis MAIRE remercie Vincent SCATTOLIN qui anime la démarche. Il souligne que nous avons la chance de travailler dans un climat de confiance, en prenant en considération les diverses situations. Chaque EPCI fonctionne différemment, et l'objectif est de prendre en compte ces différences pour assurer le bon déroulement de la collaboration. Les défis de notre territoire en matière de transition écologique et de cohésion imposent ce changement d'échelle. Il s'agit d'une évolution importante à laquelle les élus d'Annemasse Agglo sont attachés.

Christian DUPESSEY ajoute que la prise de compétence Scot par une partie des EPCI, en lien étroit avec les autres EPCI, nous confère une responsabilité en matière d'aménagement du territoire et renforce notre positionnement auprès des partenaires suisses du Grand Genève.

Christian DUPESSEY soumet au vote du Comité syndical le projet de délibération ci-dessous.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment son article L.5211-17, L.5212-16, L.5711-1, L.5731-1 et suivants,

Vu le Code de l'Urbanisme, et notamment ses articles L.143-1 et suivants portant sur le schéma de cohérence territorial, et notamment l'article L.143-16 précisant la liste des autorités pouvant être chargées de la procédure,

Vu les statuts du Pôle métropolitain du Genevois français approuvés par arrêté préfectoral n° 2018-0064 en date du 13 décembre 2018,

Vu la feuille de route 2020-2026 du Pôle métropolitain du Genevois français approuvée par délibération du Comité syndical en date du 26 mars 2021 fixant pour objectif premier de « Maîtriser, organiser et choisir notre développement pour aménager durablement le Genevois français et le Grand Genève » notamment en se donnant « les moyens de maîtriser nos impacts grâce à des outils de planification règlementaire »,

Vu les délibérations de principe concordantes portant sur la volonté d'élaborer un SCoT commun en date du 11 novembre 2022 de Terre Valserhône l'Interco, du 13 décembre 2022 de Pays de Gex Agglo, du 20 décembre 2022 de Annemasse Agglo et du 27 février 2023 de la Communauté de communes du Genevois,

Vu le projet de nouveaux statuts annexé à la présente délibération,

Le Pôle métropolitain du Genevois est une structure publique de coopération composé de huit intercommunalités représentant 117 communes de l'Ain et de la Haute-Savoie. Agissant pour le compte de ses membres, le Pôle métropolitain impulse et coordonne les politiques publiques dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la mobilité, de la transition écologique et de l'économie. Il intervient également dans la coopération transfrontalière en tant que partenaire du Grand Genève pour porter la voix de ses membres en matière de mobilité, d'urbanisme et d'environnement.

Si la croissance générée par le contexte transfrontalier est source de dynamisme pour le Genevois français, elle engendre néanmoins de nombreux besoins en termes d'accueil de la population (logements, services) de ressources (sols, eau, énergie, alimentation, matériaux) ; et ses effets

(artificialisation des sols, flux de déplacements...) ont un impact notable sur la biodiversité et la qualité de vie des habitants.

Pour répondre à ces défis, le Pôle métropolitain s'est doté en mars 2021 d'une feuille de route organisée autour de quatre axes majeurs : préserver et valoriser les ressources du territoire vers plus de sobriété, transformer les mobilités, favoriser les transitions économiques avec les acteurs du territoire et aménager durablement le territoire. C'est au sein de cet axe que les élus du Genevois français se sont donnés en mars 2021 l'objectif de « Maîtriser, organiser et choisir notre développement pour aménager durablement le Genevois français et le Grand Genève », notamment en se donnant « les moyens de maîtriser nos impacts grâce à des outils de planification réglementaires ».

Rendre possible le SCoT du Genevois français

En s'appuyant sur les habitudes de collaboration et partageant le constat que l'élaboration d'un document de planification pour le Genevois français est une nécessité au regard de la dynamique métropolitaine transfrontalière et des défis à relever en termes d'aménagement de l'espace, d'équilibres socio-économiques, de transition écologique, de structuration des mobilités ou encore d'organisation des espaces économiques et des services à la population, les élus ont engagé une réflexion partagée à l'échelle du Genevois français.

Les schémas de cohérence territoriale (SCoT) sont des documents de planification stratégique à long terme créés par la loi solidarité et renouvellement urbains (SRU) en décembre 2000, dont le périmètre et le contenu ont été revus par l'ordonnance du 17 juin 2020 de modernisation des SCoT, afin d'être adaptés aux enjeux contemporains. Souhaitant organiser les SCoT autour de vrais bassins de vie, l'État a ainsi donné la possibilité à de nouvelles structures d'en porter la compétence comme les pôles métropolitains.

Fin 2022- début 2023, quatre intercommunalités du Genevois français (Pays de Gex Agglo, Terre Valserhône l'Interco, la Communauté de communes du Genevois et Annemasse Agglo) se sont engagées par délibération de principe dans une période de préfiguration du futur schéma de cohérence territoriale : à la fois pour traiter des enjeux communs et dessiner de premières orientations partagées, mais également pour construire les conditions cadre (gouvernance, budget, ressources humaines) d'une compétence qui sera confiée au Pôle métropolitain.

Ainsi, au regard de la possibilité juridique de confier la compétence SCoT à un pôle métropolitain et en tenant compte également du périmètre de SCoT envisagé – celui-ci ne couvrant pas l'intégralité du périmètre du Pôle métropolitain par ailleurs couvert par d'autres schémas – il est proposé de transformer le syndicat en Pôle métropolitain « à la carte » ainsi doté de compétences socles et d'une compétence supplémentaire et optionnelle SCoT, sur le fondement des articles L. 5212-16, L. 5731-3 et L5711-1 du Code général des collectivités territoriales (CGCT).

S'agissant d'une compétence optionnelle, les statuts du Pôle métropolitain sont ainsi adaptés afin d'en expliciter le fonctionnement politique (conditions de vote au sein des organes délibérants du Pôle métropolitain) et budgétaire (régime de contribution des membres concernés).

Se mettre en conformité avec les évolutions législatives : la loi d'orientation sur les mobilités

Par ailleurs, la procédure de modification statutaire induite par le transfert de la compétence SCoT est également l'occasion de mettre à jour les statuts du Pôle métropolitain afin de prendre en compte les dernières évolutions législatives, notamment celles issues de la loi n°2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités et du principe de non-sécabilité de la compétence d'autorité organisatrice de la mobilité consacré par cette loi.

Mettre à jour les statuts du Pôle métropolitain

La modification statutaire est également l'occasion de mettre à jour les statuts sur les points suivants : mise à jour des données de contexte (nombre d'habitants et d'emplois, taux de croissance démographique observé...), des dénominations des EPCI membres et l'adresse du siège du Pôle métropolitain.

En l'absence de règles spécifiques aux pôles métropolitains sur la procédure d'extension de compétences, il convient de se référer au régime juridique des syndicats mixtes fermés en vertu de L. 5731-3 du CGCT.

Par conséquent, la procédure d'extension de compétences qui est mise en œuvre au niveau du Pôle métropolitain est celle applicable à l'ensemble des EPCI et notamment aux syndicats mixtes fermés par renvoi de l'article L. 5711-1 du CGCT, à savoir la procédure de l'article L. 5211-17 du CGCT. C'est notamment ce qui est prévu à l'article 15 des Statuts du Pôle métropolitain actuellement en vigueur.

En application de ces dispositions, la procédure de transfert de compétence suppose en premier lieu une délibération du Comité syndical, à la majorité simple, sur la modification envisagée. Tel est l'objet de la présente délibération.

La modification statutaire sera ensuite subordonnée à l'accord des membres du Pôle métropolitain, donné dans les conditions de majorité qualifiée requises pour la création de l'établissement, à savoir l'unanimité. L'organe délibérant de chaque membre disposera d'un délai de trois mois pour se prononcer par délibération, à la majorité simple. À défaut de délibération des membres dans le délai de trois mois, leur décision relative à la modification statutaire proposée est réputée défavorable (cf. l'article L.5711-1 du CGCT précisant que « la dernière phrase du dernier alinéa de l'article L.5211-17 n'est pas applicable »).

Il est proposé aux EPCI membres du Pôle métropolitain de se prononcer également sur le transfert de la compétence SCoT ainsi que sur l'approbation des nouveaux statuts en découlant.

Lorsque les conditions de majorité sont réunies, le Préfet pourra prononcer par arrêté, l'extension de compétence envisagée et l'approbation des nouveaux statuts du Pôle métropolitain.

L'aboutissement de cette procédure d'extension de compétence aura pour conséquence de doter le Pôle métropolitain de l'habilitation statutaire à exercer la compétence « à la carte » relative à l'élaboration, au suivi et à la mise en œuvre du schéma de cohérence territoriale au sens des articles L.143-1 et suivants du Code de l'urbanisme.

Les EPCI membres du Pôle métropolitain qui le souhaitent pourront alors décider de transférer cette compétence au Pôle métropolitain dans les conditions fixées par l'article 6-2-2 du projet de nouveaux statuts annexé à la présente délibération, aux termes duquel « *le transfert de compétences « à la carte » est décidé : par délibération concordante de l'organe délibérant du membre concerné et de l'organe délibérant du Pôle métropolitain* ».

Il convient de noter que le transfert effectif de la compétence SCoT entraînera le transfert des biens, droits et obligations attachées à l'exercice de cette compétence, ainsi que le transfert des services chargés de la mettre en œuvre dans les conditions prévues par les dispositions du Code général des collectivités territoriales.

Compte-tenu de l'ensemble de ces éléments, le Président propose au Comité syndical, après en avoir débattu, de se prononcer favorablement sur le transfert de la compétence relative à l'élaboration, au suivi et à la mise en œuvre du schéma de cohérence territoriale au sens des articles L.143-1 et suivants du Code de l'urbanisme, ainsi que sur les nouveaux statuts du Pôle métropolitain du Genevois français en découlant.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **APPROUVE** le transfert de la compétence « à la carte » relative à l'élaboration, au suivi et à la mise en œuvre du schéma de cohérence territoriale au sens des articles L.143-1 et suivants du Code de l'urbanisme au Pôle métropolitain du Genevois français à la date du 1er juillet 2024 ;
- **CHARGE** le Président de proposer au prochain Comité Syndical l'approbation des nouveaux statuts;

- **SOLLICITE** l'accord à l'unanimité des EPCI membres du Pôle métropolitain du Genevois français quant au transfert de cette compétence et à l'approbation des nouveaux statuts en découlant ;
- **AUTORISE** le Président à signer tous les actes afférents à l'exécution de la présente délibération.

II. MOBILITE

POINT N°1 – APPROBATION DU PROJET DE NOUVELLE CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC L'ATMB ET BLABLACAR DAILY POUR L'INCITATION FINANCIERE AU COVOITURAGE

Madame Chrystelle BEURRIER présente le projet de nouvelle convention de partenariat avec l'ATMB et BlaBlaCar DAILY. Elle rappelle que la promotion du covoiturage est une mission actuelle du Pôle métropolitain. Le covoiturage est un des éléments essentiels d'une politique de mobilité multimodale. Pour rappel, 100 véhicules dans le Genevois français transporte seulement 105 personnes. Si nous faisons progresser la part du covoiturage de seulement 20%, les effets sont massifs et complémentaires aux transports publics et aux modes actifs, marche à pied, vélo. Aujourd'hui, le covoiturage atteint déjà près de 7% des déplacements quotidiens. C'est autant que la part des transports publics. La politique de promotion du covoiturage que nous avons développée s'appuie sur 3 piliers : la promotion des pratiques de covoiturage par une communication spécifique, la mise en place de lignes de covoiturage, les incitations financières au covoiturage. Cette politique porte ses fruits. Aujourd'hui, le Genevois français, c'est 20% des trajets de covoiturage de la Région Auvergne Rhône-Alpes, alors que notre territoire représente 5% en nombre d'habitants.

Vu l'arrêté du Préfet de Haute-Savoie n°PREF/DRCL/BCLB-2017-0041, en date du 26 avril 2017 portant création du Pôle métropolitain du Genevois français à compter du 1^{er} mai 2017 ;

Vu l'arrêté du Préfet de Haute-Savoie n°PREF/DRCL/BCLB-2018-0064 en date du 13 décembre 2018 approuvant la modification des statuts du Pôle métropolitain ;

Vu sa prise de compétences mobilités nouvelles en 2018 et son engagement en faveur du covoiturage, le Pôle métropolitain du Genevois français conduit un plan d'action complet portant sur quatre axes complémentaires :

- **Incitations financières au covoiturage** : conducteurs et passagers sont encouragés à covoiturer via les opérations menées appelées « campagnes d'incitations au covoiturage ». En rétribuant les conducteurs, l'offre de covoiturage se massifie au bénéfice des passagers ;
- **Services et infrastructures de covoiturage** : développement de services (HéLéman et Léman Stop) et expérimentations favorisant la mise en relation des conducteurs et des passagers sur des axes forts pour le covoiturage du quotidien ;
- **Points de rencontre** : identification et aménagement de points de rencontre et de stationnement covoiturage à l'échelle du Grand Genève ;
- **Communication / Animation** avec le portage et l'animation du site covoiturage-leman.org, des campagnes de sensibilisation auprès des habitants, des collectivités territoriales et des entreprises ;

Considérant que les services de covoiturage représentent des nouvelles solutions de mobilité, complémentaires aux dispositifs traditionnels de transport. Compte tenu de la publication de la Loi d'Orientation des Mobilités au Journal Officiel le 24 décembre 2019 et plus particulièrement son article 35, et la publication de ses décrets d'application relatifs à la pratique du covoiturage, à savoir le décret n°2020-678 du 5 juin 2020 relatif à la nature des frais de covoiturage et aux conditions de versement

d'une allocation par les autorités organisatrices et le décret n°2020-679 du 5 juin 2020 portant définition du seuil de distance applicable aux très courts trajets de covoiturage.

Considérant la politique publique portée par la Direction Interministérielle du Numérique consistant, notamment, à fixer les orientations stratégiques du développement d'usages numériques fondés sur des services répondant aux enjeux les plus forts pour les usagers qui se traduit en matière de covoiturage par le "Registre de preuve de covoiturage", permettant de faire converger et d'attester des trajets effectués par les utilisateurs des Bénéficiaires.

Le Pôle métropolitain a fait le choix de s'engager en faveur du covoiturage en mettant en place un dispositif de soutien financier à la pratique s'appuyant sur le « Registre de Preuve de Covoiturage ».

Considérant le succès de la campagne initiée en novembre 2022 avec un nombre de trajets covoiturés mensuels qui a été multiplié par quatre (contre 2 à l'échelle nationale), 14 000 covoitureurs et 140 000 trajets financés : au total, ce sont 400 000 trajets ¹ qui sont covoiturés chaque mois sur notre territoire, évitant ainsi la circulation de 10 000 voitures ; le Pôle métropolitain du Genevois français souhaite renouveler son engagement en faveur du covoiturage.

Afin de simplifier l'offre pour les habitants et d'améliorer le suivi de cette action, il est proposé de contractualiser avec l'opérateur Blablacar Daily (représentant 95% des trajets actuellement covoiturés sur le territoire) pour le versement de l'incitation financière aux covoitureurs. Dans la continuité des opérations menées en 2023, le partenariat avec ATMB permettra de prolonger la durée de l'incitation et de valoriser cette action.

En effet, conformément à sa « raison d'être » et dans le cadre de son [Carnet de route #Environnement](#), ATMB s'engage quotidiennement en faveur du covoiturage pour faciliter les déplacements haut-savoyards et préserver l'environnement sur le territoire qu'elle dessert.

Le Pôle métropolitain et ATMB proposent pour l'année 2024 de renouveler leur partenariat portant sur la mise en place d'une incitation financière au covoiturage avec l'opérateur unique Blablacar Daily.

Pour bénéficier de l'incitation financière par le Pôle métropolitain et ATMB dans le cadre de l'opération précitée, il est proposé de considérer comme éligibles les trajets répondant aux critères cumulatifs ci-après :

- Dont l'origine et/ou la destination est/sont situé(s) sur le périmètre administratif du Pôle métropolitain.
- Dont les trajets sont inscrits dans le Registre de Preuve de Covoiturage avec des niveaux de classe de type B ou C tels que définis par le Registre de Preuve de Covoiturage.
- Qui sont effectivement avérés entre le 1^{er} avril 2024 et le 31 mars 2025.
- Le trajet doit avoir une distance minimale de 5 km.

1) Trajets internes

Les conducteurs et passagers effectuant un trajet d'au moins 5 km dont l'origine et la destination sont compris dans le périmètre administratif du Pôle métropolitain du Genevois français sont incités selon les modalités suivantes :

¹ Observatoire national du covoiturage

	Trajets de 5 à 20km	Trajets de 20 à 40km	Au-delà de 40km
Gain conducteur [GC]	1,50€ par passager transporté	1,50€ par passager transporté + 0,125€/km au-delà de 20km et par passager transporté	4€ par passager transporté
Incitation Des Parties [IC]	1,50 € par passager transporté	1,50 € par passager transporté + 0,125€/km au-delà de 20km et par passager transporté	4€ par passager transporté
Reste à charge pour le passager [= GC - IC]	0 €	0 €	0 €

2) Trajets externes

Les conducteurs et passagers effectuant un trajet d'au moins 5 km dont **l'origine ou la destination** est située sur le périmètre administratif du Pôle Métropolitain du Genevois Français sont incités selon les modalités suivantes :

	Trajets de 5 à 20km	Trajets de 20 à 40km	Au-delà de 40km
Gain conducteur [GC]	1,50€ par passager transporté	1,50€ par passager transporté + 0,125€/km au-delà de 20km et par passager transporté	4€ par passager transporté
Incitation des Parties [IC]	0,50 € par passager transporté	0,50 € par passager transporté + 0,125€/km au-delà de 20km et par passager transporté	3€ par passager transporté
Reste à charge pour le passager [= GC - IC]	1 €	1 €	1 €

- Les incitations versées mensuellement à chaque conducteur sont plafonnées à 50 € TTC.

Il est proposé d'engager une participation financière du Pôle métropolitain plafonnée à 169 712 € pour cette opération. Du fait du partenariat engagé entre les deux structures, ATMB complète cette enveloppe budgétaire de 72 734 € supplémentaires, soit une enveloppe totale de 242 446 €.

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **VALIDE** le projet de convention fixant les modalités de partenariat et de financement entre le Pôle métropolitain du Genevois français ATMB et BBC Daily relative au versement des incitations financières au covoiturage annexée à la présente délibération (annexe n° 1) ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer cette convention de partenariat et de financement entre le Pôle métropolitain du Genevois français, ATMB et BBC Daily et tout document y afférant ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à engager les dépenses d'incitations correspondantes dont l'enveloppe est plafonnée à 169 712 €

François DEVILLE souligne le manque de parkings pour le covoiturage, entraînant des conflits d'usage.

Chrystelle BEURRIER ajoute que l'objectif du Pôle est d'organiser des lignes de covoiturage avec des arrêts identifiés avec les communes pour anticiper les déploiements des nouvelles lignes et éviter au maximum ces conflits. Elle précise qu'en février, un mois record a été enregistré, avec 18 000 trajets en covoiturage réalisés en un mois, soit le double de février 2023. Un travail doit être mis en œuvre concernant le développement du passage à domicile du covoitreur.

Pauline PLAGNAT-CANTOREGGI rajoute qu'il est essentiel d'établir des lignes et aires de covoiturage dans les transversales, les tangentiels. Il s'agit aussi de promouvoir ce mode de déplacement pour les liaisons et déplacements internes au Genevois français.

Chrystelle BEURRIER mentionne qu'il est prévu de mettre en place d'autres lignes de covoiturage, et que de nombreux relevés de terrain sont actuellement en cours pour identifier les points problématiques, non seulement à la frontière, mais sur l'ensemble du territoire.

Pauline PLAGNAT-CANTOREGGI indique que ce cadre il conviendrait de réfléchir à des lignes de covoiturage en direction du CHAL.

POINT N°2 - PRESENTATION DE L'OFFRE COVOIT'PRO : NOUVEAU SERVICE

Chrystelle BEURRIER précise qu'une nouvelle offre est disponible, comprenant des leviers supplémentaires regroupés dans un « Pack employeur » qui permet une meilleure lisibilité et approche marketing auprès de nos destinataires finaux, les employeurs. Elle souligne qu'il existe de fortes attentes de la part des employeurs, avec plus de 4000 personnes déjà enregistrées pour mettre en œuvre le premier kit de démarrage. Le coût de mise en place de ce service pour l'ensemble des employeurs du Genevois français est estimé à 19 875,91 €.

Le pôle a postulé par un appel à projet et avait été retenu par le CEREMA et éligible au fond vert

Le service « **COVOIT'PRO** » émane des plans de mobilité employeurs réalisés en 2023 parmi lesquels : Le Centre Hospitalier Alpes Léman (CCFG), la zone des Bracots (TA), Archparc (CCG) ou SOMFY (CCFG). Les éléments de diagnostic produits par Ekodev, les retours d'enquêtes et les ateliers de co-construction ont mis en exergue le besoin de simplifier et d'organiser l'offre de covoiturage pour les salariés d'un même établissement / d'une même zone d'activité.

Ce nouvel outil concrétise l'ambition des élus du Pôle métropolitain de poursuivre le soutien aux employeurs engagés dans le dispositif au-delà du seul livrable d'un plan d'action. **L'accompagnement à la mise en œuvre** avait été identifié comme une priorité lors du renouvellement du marché avec Ekodev. Le service COVOIT'PRO est la première étape de ce que pourrait être un « Pack employeur » à construire en partenariat avec les AOM locales et leurs services propres.

Enfin, la stratégie d'incitations financières déployée jusqu'alors par le Pôle métropolitain avait une portée essentiellement « grand public ». **L'association des acteurs économiques**, premiers concernés par les trajets domicile-travail permettra d'accélérer le développement et la massification de l'offre de covoiturage. En choisissant un opérateur unique (95% des trajets réalisés en 2023 l'ont été via la plateforme choisie : BBC Daily) **l'offre sera concentrée sur une même application et le message simplifié pour les utilisateurs.**

Une note annexée au présent document présente plus en détail l'offre de service « COVOIT'PRO ».

POINT N°3 - APPROBATION DU RENOUELEMENT DE L'ADHESION A L'ASSOCIATION AGIR ET DE LA CONTRIBUTION 2024

Christelle BEURRIER propose la reconduction avec le renouvellement à l'adhésion à AGIR

Fondée en 1987 par des élus pour répondre aux besoins des autorités organisatrices et des entreprises de transport indépendantes des groupes de transport, AGIR réunit 269 adhérents : des autorités organisatrices de transport et des entreprises urbaines et interurbaines indépendantes.

Les missions d'AGIR sont les suivantes :

- Apporter une expertise et un accompagnement personnalisés qui permettent de couvrir l'ensemble des besoins des adhérents ;
- Former, informer et mettre en relation ses adhérents dans tous les domaines propres à la gestion des transports publics avec des groupes de travail, formations, journées d'études, réseau social en ligne, etc.
- Offrir un réseau dynamique et porteur des valeurs de l'indépendance : libre choix du mode de gestion, promotion du service public, respect des orientations données par l'autorité organisatrice, connaissance du tissu local, priorité donnée aux voyageurs, etc.

L'adhésion donne accès à l'ensemble des services d'AGIR, à une plateforme d'experts : juridique, technique, exploitation, marketing, communication, finances, fiscalité, etc. et à des outils d'échanges de bonnes pratiques :

- Assistance sous la forme de questions / réponses
- Etudes personnalisées
- Invitation aux Groupes de travail et Clubs Utilisateurs
- Accès au Catalogue formation pour les autorités organisatrices de la mobilité.

Ces services correspondent aux missions du Pôle métropolitain fixé dans le schéma métropolitain de mobilités et plus exactement à la mission 2 : « le Pôle métropolitain coordonne et accompagne ses membres en charge de la mobilité locale pour mettre en place et animer un réseau technique et politique ». Grâce à la participation à des séances de formation commune, à un programme de travail commun, les acteurs de la mobilité du Genevois français (Pôle métropolitain, EPCI, communes) gagnent en compétence et partagent une culture mobilité de plus en plus commune.

La cotisation annuelle est de 10 000,00 € HT, soit 12 000,00 € TTC. Cette cotisation permet aux adhérents de bénéficier de 6 jours d'expertise (assistance à utiliser en une ou plusieurs fois sur des questions relatives à l'activité mobilité et son actualité (ex : versement transport différencié, implication de la loi LOM, etc.) et d'accéder à un catalogue de formations pour les autorités organisatrices de la mobilité. Le Pôle métropolitain et ses membres peuvent en bénéficier.

L'adhésion effectuée en 2020 et renouvelée chaque année a permis de proposer aux élus et techniciens du Pôle métropolitain et de ses membres un vaste catalogue de formation, pédagogiques et techniques, sur des sujets relatifs aux transports et mobilité.

Plus de 150 formations / webinaires sont proposés chaque année

Dans le prolongement de la précédente adhésion du Pôle métropolitain à l'Association AGIR (cf délibération n°CS2022-15).

Le Comité Syndical, après en avoir délibéré à l'unanimité :

- **AUTORISE** le versement d'une cotisation annuelle à AGIR pour l'année 2024 d'un montant de 10 000 € HT ;
- **AUTORISE** Monsieur le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

POINT N°4 - RAPPORT DE MONSIEUR CHRISTIAN AEBISCHER, REPRESENTANT DU POLE METROPOLITAIN AU CONSEIL D'ADMINISTRATION DES TRANSPORTS PUBLICS GENEVOIS (TPG)

Monsieur Christian AEBISCHER, représentant du Pôle métropolitain du Genevois français au sein du Conseil d'Administration des Transports Publics Genevois (TPG) présente aux délégués du Comité syndical, un rapport de suivi des travaux engagés et des orientations données par le Conseil d'Administration des TPG, ainsi que la nouvelle feuille de route confiée aux TPG par le Gouvernement genevois.

« Election du nouveau Conseil d'Etat en automne 2023. Pierre Maudet est en charge du département santé et mobilité (DSM).

Pierre Maudet a décidé de renouveler simultanément les 5 plans d'actions concernant la mobilité pour la période de législature 2024-2028. Il s'agit des Plans d'Actions concernant les transports collectifs, le réseau routier, la mobilité douce, le stationnement et les marchandises et la logistique urbaine. La démarche a commencé par les assises de la mobilité qui a réuni un grand nombre de représentant d'associations en janvier et février. Les plans d'actions sont ensuite discutés avec les différents milieux intéressés avant d'être votés au Grand Conseil. Le Pôle métropolitain et les EPCI ont été invités à commenter les 4 derniers Plans d'Action. Pour le premier, les délais étaient trop courts et le PATC, plan d'action des transports collectifs, a déjà été adopté par le Grand Conseil la semaine dernière.

Parallèlement un Forum des mobilités pendulaires s'est tenu le 18 mars dernier et a permis de poser les bases d'une feuille de route visant à appréhender les enjeux du trafic pendulaire, en lien avec les zones industrielles. Cette démarche doit se poursuivre jusqu'en juin avec l'ambition d'enrichir les 4 plans d'actions en cours de concertation.

Le nouveau Conseil d'Etat a renouvelé tous les conseils d'administrations des établissements publics autonomes (EPA) (TPG, Aéroport, Hôpital etc.) avec effet le 1er février 2024.

Aux TPG sur 18 administrateurs, seuls 6 restent en fonction (dont moi-même, le représentant de la région frontalière française, proposé par le pôle métropolitain). Parmi les 12 nouveaux nommés, la nouvelle présidente, Stéphanie Lammar, maire de Carouge, remplace Anne Hornung-Soukup l'ancienne présidente.

Tous les administrateurs sont liés par un secret de fonction. Je ne peux donc pas faire un rapport sur mes activités au conseil d'administration des TPG... Je vous présente quelques informations qui sont publiques.

Le début de mandat du nouveau conseil d'administration est très chargé et dense avec en particulier 3 sujets « brulants »

- 1) *Un préavis de grève du personnel avait été déposé pour fin janvier, veille de l'entrée en fonction du nouveau conseil. Selon les procédures suisses, il a été « suspendu » en échange de négociations très intenses entre partenaires sociaux qui devaient finir en deux mois (fin mars).*

- 2) *Pour appliquer le PATC, l'état et les TPG négocient un contrat de prestations de 5 ans pour la période 2025-2029 qui devrait être prêt en juin. Ce contrat fixe les prestations que devront fournir les TPG avec en particulier une augmentation de l'offre globale de transport de 29% ce qui est considérable et nécessite, entre autres, de nombreux engagements de personnel et l'achat et l'entretien de véhicules supplémentaires (électriques). En contrepartie le contrat définira les subventions que l'état versera aux TPG pour la période et qui pourraient passer de 500 millions de CHF à 620 ou 650 millions.*
- 3) *Le recrutement d'un nouveau directeur général, Denis BERDOZ ayant annoncé en février qu'il partirait en retraite à la fin de l'année 2024. »*

Christian DUPESSEY remercie Christian AEBISCHER pour le rapport réalisé et pour son implication. Il souligne également le dynamisme de Pierre MAUDET et son engagement continu dans ces actions. Il souligne l'importance des réunions de concertation sur les plans d'actions, en particulier celles concernant les déplacements pendulaires. Dans ces réunions, la France doit tenir sa place et conforter ses idées en étant force de propositions concrètes sur les problèmes de mobilité, l'aménagement, la santé et encore la Vision Territoriale Transfrontalière.

Christian DUPESSEY mentionne également le travail réalisé sur la VTT pour élaborer les positions du Pôle métropolitain. Lors du séminaire-bureau prévu le 12 avril, un travail supplémentaire sera effectué pour élaborer des propositions concrètes. Le Pôle métropolitain du Genevois français cherche à présenter une vision globale comprenant une déclaration commune et acceptée par le Président du Conseil d'Etat genevois. Une synthèse est également demandée sur cette déclaration commune, mettant en avant la vision politique. Dans ce texte, il sera évoqué un des éléments fort de la VTT sur l'évolution démographique. L'Insee nous indique trois scenario de projections démographiques, il faut trouver celui que nous voulons nous appuyer pour l'élaboration de nos futurs documents d'urbanisme et positionnons-nous. Si on applique nos Scots et PLU d'aujourd'hui en théorie, en 2050, nous pouvons accueillir plus de 400 000 habitants.

IV. GRAND GENEVE ET ACTUALITE TRANSFRONTALIERE

POINT N°1 – RETOUR SUR LA REUNION DE L'INSTANCE POLITIQUE DE COOPERATION (IPC) DU COMITE REGIONAL FRANCO GNEVOIS (CRFG) DU 26 MARS

Monsieur Christian DUPESSEY fait un compte-rendu de la réunion de l'Instance Politique de Coopération (IPC) du Comité Régional Franco Genevois, tenue le mardi 26 mars 2024 à Genève.

La sécurité a été évoquée, mettant en lumière l'importance du travail quotidien des douanes françaises et suisses, la coopération des forces de polices et de sécurité publique. Christian DUPESSEY a rappelé la création par le Préfet M. LECLERC d'un service dénommé la BOM (Brigade Opérationnelle Mixte) au commissariat d'Annemasse composé de policiers suisses et français.

Lors de cette instance, le sujet des gens du voyage, présents dans le Genevois français avec des véhicules immatriculés suisses, a également été abordé. À ce jour, il n'y a pas d'aire d'accueil dans le Canton de Genève. Un aspect positif a été relevé, à savoir la présence de policiers suisses qui relèvent les plaques d'immatriculation sur une opération menée en France récemment. Sur les premières plaques relevées, il a été constaté des fraudes. Ce type d'opérations pourra être reconduite. Par ailleurs, Antonio Hodgers a indiqué qu'une aire d'accueil était mise à l'étude. La Suisse a des obligations d'accueil pour la communauté yéniche. Cette prise en compte de la situation transfrontalière a été soulignée comme une première dans le cadre des instances de coopération transfrontalière.

Lors de ce CRFG, un autre point a été évoqué, la mobilité pendulaire. Il a été souligné l'importance du travail sur les petites douanes. Il est crucial d'avoir des comités de pilotage sur des enjeux spécifiques, mais une vision globale est également nécessaire.

Le dernier point abordé portait sur la santé, en particulier sur des initiatives concrètes en matière de formation, d'engagement réel et l'objectif final est d'équilibrer le marché de l'emploi. En ce qui concerne les parcours de santé, plusieurs questions spécifiques ont été mises en avant.

Le résultat 2023 de l'observatoire statistique transfrontalier a été établi et ces documents statistiques montrent l'évolution et le nombre de logements créés à Genève cette année est supérieur à 2 500 logements.

La cérémonie marquant le 50e anniversaire du CRFG (Comité de la Région Franco-Genevoise), créé en 1973, s'est déroulée en présence d'Antonio HODGERS et de Mme Fabienne BUCCIO, préfète de la région Auvergne Rhône Alpes. Elle s'est déroulée à la suite de la réunion de l'IPC.

V. DIVERS

POINT N°1 - AGENDA : CALENDRIER DES REUNIONS DU COMITE SYNDICAL DU POLE METROPOLITAIN